BS
Bénin Science
BS N°001 DU VENDREDI 19 NOVEMBRE 2010

La noix de cajou : un espoir pour la lutte contre le diabète

PAGE 6

Bénin

Les fertilisants Ecosan améliorent la production maraîchère

PAGE 3

SANTÉ AU MALI

Le Malarial, médicament efficace contre le paludisme

PAGE 4

L'élevage local peut-il nourrir les Maliens ?

« *La faiblesse du système de production laitière au Mali repose sur le système de collecte. Le lait est un produit périssable et l'acheminement pose problème, à cause du manque de moyens* ». Ces propos sont du Dr Aly Kouriba, directeur scientifique de l'IER (institut d'Economie rurale) du Mali. Il l'a souligné, lors de la conférence organisée, ce lundi 13 septembre 2010, au Centre Charles Mérieux de Bamako pendant la première rencontre régionale du Projet SjCOOP 2 (journalisme scientifique en coopération) de la fédération mondiale des Journaliste scientifiques, qui se tient du 13 au 17 septembre 2010.

PAGE 5

DR EULOGE OGOUWALÉ, AU SUJET DES SECOUSSES SISMIQUES DU VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2009

« Ce qui est arrivé est une alerte »

POUR MIEUX COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE SISMIQUE DU VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2009, NOUS AVONS RENCONTRÉ LE DR EULOGE OGOUWALÉ, ENSEIGNANT AU DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE ET D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À L'UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI. APRÈS QU'IL A FOURNI DES EXPLICATIONS SUR LES SECOUSSES SISMIQUES, IL DEMANDE À LA NATION BÉNINOISE DE SE MOBILISER.

PAGE 7

SCIENTIFICMENT

" Osons par l'audace ", mais osons par la science

" Audace, le défi pour une Afrique nouvelle ". C'est le thème central du symposium international qui se tient actuellement à Cotonou sur le cinquantenaire des indépendances de certains pays africains (17 pays africains francophones ont obtenu leur souveraineté internationale en 1960). Pendant des générations, l'Afrique, malgré ses richesses naturelles demeure le continent le plus pauvre de la planète terre. Doit-elle restée dans cet état tout le temps ? Assurément non. C'est ce qu'ont compris de nombreux décideurs africains en initiant cette rencontre internationale sur le devenir de l'Afrique pendant les cinquante prochaines années. " Le temps de la rupture et de la libération a maintenant sonné, la rupture notamment avec tout ce qui n'a pas changé avec la proclamation de nos indépendances... L'Afrique doit absolument reprendre l'initiative, inventer, travailler, gagner des paris, relever les défis comme certains pays africains l'ont si bien compris ", a déclaré le président Boni Yayi à l'ouverture du symposium au Palais des Congrès de Cotonou le jeudi 18 Novembre 2010. " L'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes.... L'heure de nous même a sonné... Afrique, nous avons trop tergiversé. C'est le moment ou jamais ", a ajouté le président de la commission de l'Union Africaine Jean Ping. Tout le monde est d'accord que l'Afrique doit rattraper le fossé en matière de développement et s'imposer désormais dans les prochaines années sur la scène internationale comme les dragons de l'Asie avec la Chine en tête. Mais pour mettre fin au sentiment de "misérabilité" et de désespoir... ", Selon l'archevêque Michael Blum, il faudra compter nécessairement avec la science. Il n'y a pas de développement sans la science. La science est au cœur de tout progrès social. C'est ce que de nombreux pays industrialisés ont compris depuis des années et s'investissement dans des programmes de recherches scientifiques et technologiques porteurs. L'audace dont aura besoin l'Afrique pour son développement est son défi d'inventer ses propres technologies. " Osons par l'audace ", mais osons par la science. Le Manifeste du Cinquantenaire doit en tenir compte.

Christophe D. ASSOGBA

La Fédération mondiale des journalistes scientifiques

La Fédération mondiale des journalistes scientifiques (World Federation of Science Journalists -- WFSJ) est une organisation sans but lucratif représentant 40 associations de journalistes scientifiques et techniques du monde entier. C'est une 'association d'associations'.
La Fédération mondiale des journalistes scientifiques a pour objectif de promouvoir le journalisme scientifique comme intermédiaire entre la science, les scientifiques et le public. La Fédération défend le rôle des journalistes scientifiques en tant qu'acteurs importants dans la société civile et dans la démocratie. La Fédération travaille à améliorer la qualité du reportage scientifique, fait la promotion de standards professionnels en journalisme scientifique et appuie les journalistes scientifiques et techniques dans le monde entier.

Objectifs

La Fédération mondiale des journalistes scientifiques entend organiser des échanges entre les organisations membres et entre les journalistes. Elle appui la création d'associations de journalistes scientifiques et le réseautage entre journalistes. La Fédération maintient un site web afin de partager les informations sur les tendances et les opportunités en journalisme scientifique. La formation et le réseautage des journalistes scientifiques des pays en développement sont des priorités.
L'une des activités principales de la Fédération mondiale des journalistes scientifiques est l'organisation de la Conférence mondiale des journalistes scientifiques. La sixième et plus récente a eu lieu à Londres (Angleterre), du 30 juin au 2 juillet 2009. La précédente a eu lieu à Melbourne (Australie), en avril 2007, et la prochaine aura lieu au Caire (Egypte), en 2011.

Historique

La Fédération mondiale des journalistes scientifiques a été fondée en novembre 2002 lors de la 3e Conférence mondiale des journalistes scientifiques tenue à São José dos Campos, au Brésil. L'idée de la Fédération a été émise pour la première fois lors de la première Conférence mondiale des journalistes scientifiques, à Tokyo, en 1992, et a été précisée lors de la Deuxième Conférence mondiale, à Budapest, en 1999. En 2002, la journaliste scientifique canadienne Véronique Morin a été élue première présidente de la Fédération. Les journalistes scientifiques du Québec et du Canada ont joint leurs forces afin d'organiser la Quatrième Conférence mondiale qui a réuni plus de 600 participants de 58 pays ainsi que les porte-parole de 30 associations de journalistes scientifiques du monde entier.
Le 1 juillet 2009, à Londre (Angleterre), Nadia El-Awady, a été élu présidente de la Fédération mondiale des journalistes scientifiques. Elle président un conseil d'administration de sept personnes d'Angleterre, Argentine, Australie, Chine, des États-Unis et du Cameroun.
Depuis sa fondation, la Fédération a obtenu l'appui de donateurs importants d'Allemagne, d'Angleterre, du Canada et de Suède pour des projets de plus de 2 millions de dollars afin d'appuyer les journalistes scientifiques en Afrique et au Moyen-Orient.

Associations membres

En octobre 2009, la Fédération mondiale des journalistes scientifiques comptaient 40 associations membres, en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe.

ENERGIE ET DÉVELOPPEMENT

Récupération de l'énergie déjà utilisée à d'autres fins utiles

Existe-t-il une possibilité de réutiliser de l'énergie déjà consommée ? « *Scientifiquement, la possibilité existe, il suffit de procéder par co-génération.* » Telle est l'affirmation du professeur Arona Coulibaly, docteur ingénieur en énergie et directeur du laboratoire thermique appliqué du Mali. C'était au cours de son exposé intitulé « énergie et développement » qu'il a présenté dans la première réunion régionale francophone du Projet SJCOOP (journalisme scientifique en coopération) qui se tient, au Centre Charles Mérieux de Bamako, du 13 au 17 septembre 2010.
Dans son exposé, Pr Coulibaly, a démontré qu'il existe une possibilité de récupérer 500 °c de cette énergie pouvant servir à d'autres fins utiles**,** comme la co-génération. Cette dernière, d'après le professeur, consiste à produire de l'énergie thermique et mécanique en même temps, à l'aide des mêmes installations, dont l'utilisation de panneaux solaires, de batteries et d'un convertisseur. A la question de savoir si cette méthode présente des inconvénients sur l'environnement, le professeur répond par la négative : « *La méthode est plutôt bénéfique. Elle renforce la croissance et le développement économiques, améliore la situation du consommateur, protège et respecte l'environnement.* » En outre, elle peut être aussi utilisée par les ménages. Mais combien de familles au Mali, sont-elles capables d'y recourir ? Difficile de les estimer, a répondu le professeur Coulibaly.
Avant son exposé, les participants, composés des mentorés, de leurs mentors et des organisateurs de ladite conférence, ont, d'abord, suivi deux exposés : le premier du Pr Boubacar Sidiki Cissé, directeur général du Centre Charles Mérieux de Bamako, et celui du Dr Aly kouriba, directeur scientifique de l'IER (institut d'Economie rurale) du Mali. Le premier a exposé sur les activités et perspectives de son Centre et le second sur les recherches de l'IER.

Freddy Ndayisenga
Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

BS Bénin Science

Journal de l'Association des Journalistes et communicateurs scientifiques du Bénin (AJCSB), Siège social Cotonou, 03BP3273 Cotonou Tel : 22997648206/97649229, Directoire : Christophe D. Assogba et Ludovic Agbadja. Ont collaboré à ce numero [redacted] Godefroy Macaire CHABI, Lazare Pouya (Burkina Faso), Diénéba Dème (Mali)**, Freddy Nda[redacted] Constance Tekitila (RDC). Collaborateurs : Makeba Tchibozo, Claire Stéphane Sacramento[redacted]lé, René Talon, Sylvestre Sossou, Charles Ligan. Conseiller : Didier [redacted]nin. Imprimerie : Le Progrès**

Bénin : les fertilisants Ecosan améliorent la production maraîchère

Basées sur le principe de Lavoisier, « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme », les fertilisants organiques, fabriqués à partir des latrines Ecosan, améliorent, de plus en plus, la production maraîchère, au Bénin.

Jardin maraîcher de Gbérougbéra, sis derrière l'aérodrome de Parakou, ville située à environ 450 kilomètres au nord de Cotonou, la métropole économique du Bénin. Il s'en va sonner 18 heures, ce jeudi 14 octobre 2010. A l'horizon, le soleil forme un disque rougeâtre, au bord d'un ciel bleu clair qui tire parfois sur le blanc et le gris. Ses rayons, moins incisifs qu'à midi, annoncent la tombée de la nuit. Petit à petit, le disque se rétrécit. Il s'enfonce vers les nuages qui se désenchevêtrent et vont s'amonceler à l'ouest, après une longue traversée du ciel. C'est la dernière séance d'arrosage des plantes du jour pour Codjo Dossou. Ce jeune jardinier, la trentaine révolue, s'empresse de terminer son travail, avant que l'obscurité ne s'installe sur l'immense jardin d'environ deux hectares. Il prélève, dans un bidon de cinquante litres, un liquide jaunâtre auquel il y ajoute de l'eau, avant de s'en servir pour arroser les planches de légumes (grande morelle), de feuilles de laitues, de carottes et d'oignons. Codjo confie que c'est de l'urine que contient ce bidon. *« J'utilise toujours ce mélange pour l'arrosage de mes cultures »*, dit-il, le corps à moitié nu tout en sueur.

A quelques kilomètres de Gbérougbéra, le lendemain, sur le site de Benwarou, à la sortie de la ville en direction de Cotonou, c'est le même constat chez Assanatou Chabi. Cette maraîchère, la cinquantaine, qui vend ses produits composés de légumes et légumineuses — carotte, chou, concombre, courgette, feuille de laitue, oignon, crincrin, gombo, piment et tomate — au « marché dépôt » de Parakou, déclare avoir découvert cette recette, il y a trois ans, grâce au Centre régional pour l'Eau potable et l'Assainissement à faible Coût (Crepa-Bénin). *« Avant, j'utilise les engrais chimiques. Mais maintenant, je fertilise mes planches avec du compost et de l'urine »*, déclare Assanatou. Le même constat s'observe aussi à Tchatchou, un arrondissement de la commune de Tchaourou à environ 56 kilomètres au sud de Parakou. Sur ce site maraîcher, non loin de la gare ferroviaire, tous les producteurs utilisent les excrétas et l'urine pour leur production. Ces trois jardins ont constitué des sites expérimentaux pour le Crepa-Bénin, dès l'introduction de la technologie Ecosan, dans le nord du pays.

Une Latrine ECOSAN

Avec Ecosan, rien ne se perd, tout se gagne

Face aux difficultés d'assainissement au Bénin, ce centre a mis en place différents types de latrines, dont Ecosan (assainissement écologique), pour protéger l'environnement et promouvoir le traitement et la réutilisation des déchets (excréta et urine) dans l'agriculture. *« Ecosan est une des réponses que le réseau Crepa apporte à la gestion des déchets liquides produits au niveau des ménages »*, affirme Auguste Kessou, chef d'antenne à Crepa-Parakou. *« Les latrines Ecosan constituent une opportunité pour l'assainissement de notre cadre de vie. La gestion des boues de vidange, des excrétas, des urines constitue un sérieux problème. Par le passé, ces produits sont rejetés dans la nature et polluent l'environnement. Avec Ecosan, ils sont désormais récupérés et valorisés »*, renchérit Martin Ahouandjinou, technicien d'hygiène et d'assainissement au service d'Hygiène de la Donga. *« Les latrines Ecosan sont très bonnes pour l'assainissement écologique de notre milieu de vie »*, indique Afiz Toko Imorou, technicien supérieur en génie de l'environnement.

La récupération des matières fécales est simple, puisque la latrine Ecosan n'est souvent pas profonde comme les latrines traditionnelles. Elle est construite en matériaux définitifs. L'ouvrage permet de séparer les excrétas de l'urine. L'urine est conduite dans un bidon situé à l'extérieur de la cabine par une canalisation. La fosse, au bas du plancher, permet seulement de recueillir les matières fécales. *« Ces latrines sont subdivisées en deux fosses. Il y a une fosse pour les matières fécales et une autre destinée à recevoir les urines »*, explique Afiz Toko Imorou. *« L'urine n'est jamais mélangée aux excrétas qui font l'objet d'un traitement avant leur application dans l'agriculture. On ne mélange pas l'urine parce que les deux matières ne subissent pas le même traitement. Le mélange des deux ne permet pas une hygiénisation propice, avant leur utilisation dans les champs »*, ajoute Auguste Kessou. *« Quand les matières fécales sont mélangées dans une même fosse, cela ne permet pas la décomposition rapide de la matière fécale. Ce qui fait qu'on a les odeurs qui se dégagent et les mouches et autres insectes qui pullulent dans les toilettes »*, précise Afiz Toko Imorou.

Si l'urine est stockée, pendant trente jours, les excrétas sont récupérés après assèchement, au bout de 8 à 12 mois, en fonction des zones au climat humide ou sec. Dans le Nord, c'est 8 mois contre 12, au Sud. L'accélération de l'assèchement des excrétas se fait, en ajoutant de la cendre, après chaque défécation. *« La cendre assèche, aspire l'humidité contenue dans les matières fécales pour une meilleure utilisation du produit. Les matières fécales sont répugnantes. Leur assèchement permet d'enlever les odeurs, de ne plus attirer les mouches et les insectes »*, dit Auguste Kessou. *« Après la défécation, l'individu doit verser de la cendre dans la fosse. Elle accélère l'assèchement des matières fécales »*, ajoute Martin Ahouandjinou. Les rayons solaires contribuent également à assécher les excrétas. *« Derrière la latrine, il y a une plaque chauffante peinte en noir qui attire les rayons solaires »*, précise-t-il.

« Avec Ecosan, rien ne se perd, tout se gagne. On assèche la matière fécale qui est utilisée comme compost dans la production agricole. De même, les urines sont utilisées pour amender les sols », ajoute Afiz Toko Imorou. *« Lorsqu'on récupère les excrétas, il est sous forme de fumier ou de sable. L'analyse de ce fumer permet de constater qu'il ne comporte pas souvent de microbes. Mais pour des précautions, on demande que ces excrétas soient utilisés dans le co-compostage. On prend d'autres éléments comme les déchets ordinaires qu'on mélange et cela permet d'utiliser un compost complet sans microbe »*, indique Ahouandjinou.

L'amélioration de la production maraîchère

Développées, d'abord, dans le Sud du pays où il y existe *« moins de contraintes socioculturelles »*, selon Kessou, les latrines Ecosan sont aussi appropriées aux communautés musulmanes qui utilisent souvent l'eau, pendant leurs toilettes. Dans les localités du Nord, notamment Parakou, Djougou, Kandi et Malanville, où la communauté musulmane est plus nombreuse, l'ouvrage est muni d'un petit puisard, réalisé à l'intérieur de la cabine qui reçoit l'eau des toilettes par le biais d'une canalisation.

Codjo et Assanatou ne sont pas les seuls maraîchers qui utilisent la technologie Ecosan, à travers le pays. A Agla, un quartier du 13e arrondissement de Cotonou, des maraîchers sont aussi abonnées aux fertilisants organiques fabriqués à partir des latrines Ecosan. Ceux de Sèmè-Kopdji (commune à l'est de Cotonou) bénéficient des avantages de ces fertilisants Ecosan. Tout comme leurs compagnons de Parakou et de Tchatchou, ils se sont libérés des engrais chimiques grâce à Ecosan. Ils disposent à domicile de latrines Ecosan. S'ils utilisent les excrétas sous forme de compost, l'urine, à laquelle il ajoute de l'eau, sert à faire l'épandage des cultures et à pulvériser les plantes. *« Ecosan, c'est une bonne marque qui a une double fonction d'assainissement et de fertilisant pour l'agriculture »*, déclare Adolphe Padonou, technicien de l'hydraulique et directeur d'entreprise à Sèmè-Kpodji.

Au Bénin, les produits maraîchers sont fortement utilisés dans l'alimentation avec les céréales. Les cultures maraîchères sont produites dans toutes les régions surtout au Sud. Ces dernières années, les bio-fertilisants Ecosan ont contribué à améliorer la production maraîchère saisonnière extensive en milieu rural et régulière dans les périmètres urbains et périurbains au Sud. Ils ont permis d'augmenter l'offre. Mais celle-ci demeure toujours au-dessous de la demande malgré l'importation de légumes et de légumineuses du Togo, du Ghana, du Niger, du Nigeria et du Burkina Faso. Selon une étude récente du Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES), *« les volumes de pomme de commercialisés sur le marché de Cotonou représentent environ 10 fois la production locale. Aussi, la demande d'oignon sur le marché de Cotonou représente environ 120 % de l'offre nationale tandis que pour la tomate, alors que la demande nationale annuelle est de 105 000 tonnes, l'offre est estimée à 84 000 tonnes »*. Selon les statistiques disponibles au centre régional de Promotion agricole (Cerpa), le maraîchage produit en moyenne 6 523,95 tonnes de légumes, avec une variation de 2 592,28 tonnes par an.

La fertilisation du sol avec des engrais minéraux et organiques

En outre, de nombreux maraîchers ont abandonné les engrais chimiques au profit ces fertilisants. **«** *Avec l'urine et les excrétas, je cultive de la canne à sucre. Au début des vacances, je cultive des tomates. L'utilisation des matières fécales est très économique. Je n'utilise plus de l'engrais chimique, car il est trop cher »*, confit Bienvenu Kpossou, maraîcher à Sèmè-Kpodji. *«Je me sers de l'urine pour faire l'épandage de mes cultures et mes légumineuses et légumes sont appréciés par mes clients »*, renchérit Edgard Déguénon. *« Je me sers du compost pour entretenir mon jardin »*, témoigne Urbain Padonou, chef du service de l'hygiène et de l'assainissement de base à la direction départementale de la santé du Borgou et de l'Alibori, avant d'ajouter que *« l'utilisation est contraignante »*. L'usage de bio-fertilisants n'a pas encore fait disparaître l'utilisation des engrais chimiques — Decis, Cypercal, endosulfan, lindane, endrine, aldrine, etc. — dans le secteur. *« Je ne vends plus les légumes cultivés avec des pesticides et engrais chimiques. Mes clients exigent des produits naturelles cultivés avec des fertilisants biologiques »*, confie madame Elisabeth Monteiro, vendeuse de légumineuses et de légumes au marché Fifadji de Cotonou.

« La fertilisation du sol avec des engrais minéraux et organiques pourrait tripler les rendements des cultures céréalières, en Afrique tropicale et réaliser une révolution verte africaine », explique Pedro A. Sánchez de l'institut de la Terre. Mais pour le moment, les engrais organiques d'origine Ecosan ne sont pas encore utilisés dans la production agricole à grande échelle pour augmenter la productivité de l'agriculture béninoise.

Christophe D. ASSOGBA

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

SANTÉ AU MALI

Le Malarial, médicament efficace contre le paludisme

Les populations maliennes n'ont plus de soucis à se faire pour traiter le paludisme simple et, bientôt, le paludisme chronique. Le pays produit un médicament local contre cette maladie. Le Malarial qui remplace valablement la chloroquine déclarée, aujourd'hui, inefficace pour traiter cette maladie.

Maternité Hamdalaye de Bamako. Un matin ensoleillé du 15 septembre 2010. Devant la salle de consultation, des patients, résignés, assis sur des bancs en fer rouillé, s'impatientent pour se faire consulter par l'infirmier. A côté, on entend des pleurs d'enfants probablement soumis aux injections. Les patients entrent et sortent de la salle de consultation. Certaines, des ordonnances en mains, se dirigent vers la pharmacie du centre. Elles reviennent souvent voir l'infirmier avec des sachets de médicaments faits à base de plantes séchées, qui leur répète de respecter le mode d'emploi. C'est le Malarial. Ce constat est celui de l'envoyé spécial de *La nouvelle Gazette* présent à la première réunion régionale francophone, organisée par le Projet science journalisme en coopération (SjCOOP) de la fédération mondiale des Journalistes scientifiques, qui s'est tenue du 13 au 17 septembre 2010, à Bamako, au siège du Centre Charles Mérieux.

Suite aux cinq tests effectués, depuis 1990, sur la résistance du parasite, *Plasmodium falciparum*, le département de la Médecine traditionnelle (DMT) de l'institut national de la Recherche en Santé publique (INRSP) a mis sur le marché le Malarial qui soulage les symptômes de milliers de malades du paludisme au Mali. Ce médicament, à base d'extraits de trois plantes Ouest africaines a des propriétés contre le paludisme connues, depuis des générations : *Cassia occidentalis* (café nègre), *Lippia chevalieri* (kinkeliba) *et Spilanthes oleraceae* (cresson de para jaune). C'est *S. oleraceae* qui donne à ce produit toute sa propriété antipaludique.

Sa toxicité est testée sur des animaux

Vendu dans toutes les pharmacies du Mali au prix de 825 francs CFA le paquet de 11 sachets de 10 grammes, il se consomme par voie orale sous forme de thé, parfois avec du citron pour *« les personnes qui n'ont pas de problème de gastrites »*. Au niveau de l'unité de production, il est livré aux revendeurs au prix de 600 francs CFA le paquet de 11 sachets. Pour Dr Adiaratou Togola, spécialiste en pharmacognosie (étude des médicaments provenant de substances animales et végétales), il ne peut être prescrit aux enfants de moins de 12 ans, en raison du fait que ces derniers ne présentent pas *« une activité schizonticide suffisante »* (le vecteur de la maladie résistant au médicament). La licence pour la production de ce médicament est détenue par le DMT qui travaille en collaboration avec les tradithérapeutes, à travers le pays.

Selon les estimations, rien qu'en Afrique, le paludisme tue 1 million de personnes par an, dont plus de 90 % sont des enfants âgés de moins de 5 ans. Il se manifeste par des céphalées, frissons, fièvres, nausées et vomissements. Il est classé en tête des maladies graves, dans le pays.

La production du Malarial commence par la récolte des plantes entrant dans la composition du produit. Les autres étapes comprennent le séchage à l'ombre, le plus souvent de façon naturelle dans un local aéré, le contrôle de la qualité de la matière première et de la toxicité du produit, l'ensachage et l'empaquetage. *« C'est quand la dose thérapeutique ne comporte aucun risque que le produit est mis sur le marché »*, a indiqué Dr Togola, avant d'ajouter que *« sa toxicité est testée sur des animaux, avant sa mise en consommation »*.

Il n'est pas conseillé aux malades qui vomissent

Le Malarial constitue actuellement le médicament le plus efficace contre le paludisme mis au point, à ce jour, au Mali. Son utilisation commence à entrer dans les habitudes des populations. Les tradithérapeutes du marché de Hamdalaye de Bamako disent souvent le conseiller à leurs clients, à cause de ses propriétés antipaludiques avérées.

Les succès de ce médicament ont fait augmenter la production qui *« reste encore artisanale »*, notent Dr Adiaratou Togola et Dr Chaka Diakité, gastro-entérologues. Même si *« les besoins de la population malienne ne sont pas totalement couverts »*, explique Dr Togola, la production actuelle *« permet de préserver l'environnement »*.

Le laboratoire du DMT produit environ 600 paquets de Malarial par mois, rien que pour le marché malien, vendus à 4 320 000 francs CFA par an.

Selon les personnes interrogées, ce médicament s'avère très efficace contre le paludisme et a prouvé posséder un immense potentiel de traitement du paludisme simple, des affections grippales et para-grippales et des fièvres. *« Mais dans le cas d'un paludisme grave, il n'est pas conseillé aux malades qui vomissent »*, recommande Dr Drissa Doumbia, de la maternité de Hamdalaye. *« Généralement, il sert aux personnes qui ne vomissent pas »*, précise Dr Abdoulaye Dolo, tradithérapeute et président de la confédération malienne de Collaboration de la Médecine conventionnelle et de la Médecine traditionnelle (CONCOMET). *« Son efficacité repose sur une plante qui est active contre le parasite et d'autres actives contre les symptômes de la maladie »*, indique Dr Togola. *« Il est largement utilisé, pendant les périodes de transmission du paludisme »*, constate-t-elle. *« Quand je prends une tasse de Malarial, 30 minutes après, je me sens soulagé de mes maux »*, renchérit Afoussatou Dembelé, secrétaire dans un télécentre de la place.

En dehors de Malarial, 6 autres produits développés

Pour le moment, il ne montre pas encore des signes d'effets secondaires. Par contre, en Asie du Sud-Est, des informations affirment que le parasite du paludisme a développé une résistance à l'artémisinine, un autre produit de la pharmacopée traditionnelle, chez certaines personnes.

Selon Dr Diakité, depuis quelques temps, le DMT travaille sur le Sumafura Bengaly *« pour traiter le paludisme compliqué »* et, confirme-t-il, ce nouveau produit, dont les essais cliniques sont positifs, sera commercialisé sous la forme sirop, plus commode que la forme décoction et, d'ailleurs, plus facile à donner aux enfants.

En dehors de Malarial, 6 autres produits développés, à partir des plantes locales, et approuvés pour une utilisation au Mali, sont aussi en vente sur le marché. Ces produits comprennent le sirop traitant la toux Balembo ou toux rebelle et fabriqué à partir de *Febrifuga Crossopteryx* (arbre à supplice). Dysenteral thé est l'un des médicaments produits à partir de *Euphorbia hirta* (malnommée ou petite euphorbe) pour traiter la dysenterie. Le Psorospermin, un médicament à base de *Psorospermum guineense* (guttifère), sous forme de pommade, sert à traiter les dermatoses. A cela, il faut ajouter le thé Hepatisane, fabriqué à partir du kinkéliba pour guérir les troubles digestifs liés au foie, le thé Laxia-Cassia Italica de Cassia pour les constipations et le Gastrosedal contre l'ulcère de l'estomac et les gastrites.

CHRISTOPHE D. ASSOGBA

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Le Mali tributaire de l'extérieur

Trois chercheurs en médecine, en agriculture et en énergie ont déclaré que la recherche dans les pays Ouest africains francophones, en général, et au Mali, en particulier, est tributaire de l'aide extérieure. C'est à l'occasion de la première réunion régionale francophone, organisée par le Projet science journalisme coopération (SjCOOP) de la fédération mondiale des Journalistes scientifiques, qui s'est tenue du 13 au 17 septembre 2010, à Bamako au siège du Centre Charles Mérieux.

« La recherche est financée par l'extérieur. Il n'y a même pas 2 % des budgets des Etats réservés à la recherche. Des recommandations ont été faites, mais, malheureusement, les pays africains n'accordent pas beaucoup de financement à la recherche », a affirmé Pr Boubacar S. Cissé, toxicologue et directeur général du Centre Charles Mérieux du Mali, avant d'ajouter qu'ils *« ont d'autres priorités, comme le relèvement des salaires des fonctionnaires, que la recherche »*. Il tenait une conférence avec Dr Aly Kouriba, directeur scientifique de l'institut d'Economie rurale (IER) et Pr Arona Coulibaly de l'école nationale des Ingénieurs.

Ces derniers ont aussi estimé que la décision de consacrer 1 % du produit intérieur brut (PIB) de chaque pays à la recherche est encore loin d'être une réalité, dans la plupart des pays. *« Le Mali a essayé d'organiser la recherche avec l'institut de la Recherche scientifique et technologique (IRST) qui coordonne les activités de recherche. Toutes les structures de recherche ont un comité scientifique qui élabore les axes prioritaires de recherche. Si les axes de recherche intéressent des bailleurs de fonds, ils les finan- plus importants que ceux de l'Etat »*, l'exemple du projet de recherche,

Action BioMali, qui vise à ren suivi biologique des patients atteints de Vih/Sida, de tuberculose et du paludisme, grâce au financement de plus de 2 milliards de francs CFA de l'Union européenne.

Dans le secteur de l'agriculture, le constat fait par Dr Aly Kouriba est le même. Selon ce chercheur, 60 % des ressources financières, consacrées à la recherche dans le domaine agricole au Mali, proviennent de l'extérieur contre 40 % consacrées par l'Etat. *« Les ressources allouées à la recherche au Mali sont maigres »*, a ajouté Pr Arona Coulibaly qui expérimente, au niveau de son laboratoire, des solutions hybrides visant l'efficacité énergétique.

Les trois chercheurs ont plaidé pour un accroissement des financements nationaux alloués à la recherche, notamment, en tenant compte des domaines de souveraineté de l'Etat, car, a dit Dr Aly Kouriba *« les bailleurs de fonds aident en fonction de certains objectifs et visions »* qui sont les leurs et pas toujours ceux des pays financés.

Christophe D. ASSOGBA

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

SANTÉ, AGRICULTURE ET ÉNERGIE

Vaincre les crises à tout prix !

Trois scientifiques ont animé, ce lundi 13 Septembre 2010, dans les locaux du Centre Charles Mérieux à Bamako, une conférence sur des recherches médicales, agricoles et énergétiques. C'était à l'occasion de la première rencontre régionale francophone de la fédération mondiale des Journalistes scientifiques(WFSJ) à travers son Projet SJCOOP (journalisme scientifique en coopération).

Pr Boubacar Sidiki Cissé

Pr Boubacar Sidiki Cissé, Dr Aly Kouriba et Dr Arona Coulibaly, les conférenciers, ont tous épinglé la crise survenue dans chacun de ces secteurs de l'économie du Mali. Le premier, Pr Boubacar Sidiki Cissé, directeur général du Centre Charles Mérieux, a expliqué combien son institution fait face aux maladies infectieuses que sont le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Centre participe au diagnostic des fièvres hémorragiques virales Ebola, Marbourg, fièvre jaune, fièvre de la Vallée du Rift, fièvre Lassa et organise des campagnes de diagnostic de l'hépatite B et C. Il contribue aux différentes formations diplômantes du BAMS (Bachelor of Applied Medical Science) sur d'autres domaines particuliers, tels que la maintenance des équipements, l'assurance qualité, à l'enseignement post-universitaire et à des formations par compagnonnage au sein du laboratoire Rodolphe Mérieux.

Le second, directeur scientifique de l'IER (institut d'Economie rurale) du Mali, Dr Aly Kouriba, a insisté sur le fait que, malgré sa production céréalière estimée à 6 334 440 tonnes par an, le pays continue d'importer des vivres pour faire face au déficit vivrier. La politique de promotion de l'investissement reste faible dans le secteur de l'agriculture. Le développement de l'agriculture est tributaire de la bonne santé des populations. Le secteur de l'élevage souffre également du manque de potentiel génétique des ressources animales, d'insuffisance de diagnostic précoce et de transformation des produits animaux.

Par ailleurs, sur un autre plan, 1 Africain sur 3 est malnutri, 1 enfant sur 6 souffre de la famine et 1 enfant de moins de 10 ans meurt de faim, toutes les 5 secondes.

Enfin, dans le domaine énergétique, le Mali est dans une situation d'insuffisance de la production énergétique. C'est ainsi que le troisième conférencier, Dr Arona Coulibaly, a fait ressortir que les combustibles renouvelables et la géothermie, l'énergie solaire et le vent, par exemple, sont très peu exploités, dans le pays. La consommation énergétique de masse reste le bois et le charbon de bois. La déforestation et la désertification sont les signes palpables de l'insuffisance de la production de l'énergie.

Or, selon Dr Arona Coulibaly, la disponibilité en énergie est une obligation préalable pour le développement social et économique. Les énergies proviennent de la conversion ou de la transformation de combustibles, dont la provenance peut être naturelle ou artificielle et la disponibilité durable ou limitée quant à la production d'énergie nucléaire. Sa part de production y est passée de 3 %, en 1973, à 5 %, en 2008.

Pour faire face à ces crises sanitaires, alimentaires et énergétiques, les trois conférenciers ont proposé l'inventaire de la recherche comme solution. Selon le professeur Cissé, grâce à d'autres partenaires, le travail du Centre Charles Mérieux a pu aboutir à des résultats saillants : l'assurance qualité, les bonnes pratiques de laboratoires, la construction d'une unité nationale d'évaluation externe de la qualité et la formation des professionnels de la santé, vingt laboratoires mis en réseau pour une meilleure surveillance des maladies infectieuses via un réseau internet et intranet. Des campagnes de communication ont permis d'informer les groupes cibles des avantages du diagnostic et du suivi biologique ainsi que de l'accès à une prise en charge sanitaire.

Dans le domaine agricole, Dr Aly Coulibaly a indiqué que les recherches, commencées en 1906 et menées dans plusieurs centres du pays, ont permis d'aboutir à des résultats satisfaisants. Pour les cultures irriguées, 4 variétés de riz à cycle moyen, avec un rendement de plus de 6 tonnes à l'hectare, ont été trouvées, de même que 2 variétés de riz à cycle court de 5 tonnes à l'hectare et adaptées à la contre-saison. Pour les cultures de bas-fond, les variétés Khao Dawk Mali 105, Shwetastoke et Sik 131, avec des rendements respectifs de 4, de 4,5 et de 3 tonnes par hectare, ont été découvertes.

Pour les cultures maraichères, il en est de même des variétés de tomate à grand rendement, telles que Formosa et Esterela, qui font 20 tonnes par hectare ; des variétés d'aubergine, comme Meguetan N'Goyo, Fing et N'Goyo Djé, qui donnent des rendements entre 30 et 50 tonnes par hectare et sont cultivables en toute saison ; deux variétés de gombo, Sabalibougou et Pop 12, qui donnent un rendement de 7 à 15 tonnes à l'hectare, avec des fruits plus longs. Pour les cultures pluviales, d'autres variétés de céréales, telles N'Tenimissa, Foulatieba et Fariasso, font des rendements de 2 tonnes par hectare.

Dans le domaine énergétique, Dr Arona Coulibaly propose l'adaptation et la co-génération (récupération de l'énergie rejetée par une centrale thermique pour la transformer en énergie utilisable) comme alternative pour faire face à la crise énergétique.

Mais les résultats de ces recherches, seront-elles la solution scientifique définitive aux problèmes que connait le Mali, dans ces trois secteurs

Lazare Pouya

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

L'élevage local peut-il nourrir les Maliens ?

« *La faiblesse du système de production laitière au Mali repose sur le système de collecte. Le lait est un produit périssable et l'acheminement pose problème, à cause du manque de moyens* ». Ces propos sont du Dr Aly Kouriba, directeur scientifique de l'IER (institut d'Economie rurale) du Mali. Il l'a souligné, lors de la conférence organisée, ce lundi 13 septembre 2010, au Centre Charles Mérieux de Bamako pendant la première rencontre régionale du Projet SjCOOP 2 (journalisme scientifique en coopération) de la fédération mondiale des Journaliste scientifiques, qui se tient du 13 au 17 septembre 2010.

Au Mali, chaque année, un individu consomme 16 litres de lait contre 62 recommandés par la FAO (organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Et encore, sur ces 16 litres, 6,4 sont importés. Le lait local est donc moins consommé au Mali qui compte 12 millions d'habitants et produit environ 625 745 litres par an.

Le cheptel du Mali est estimé à 8,4 millions de bovins, 10,3 millions d'ovins, 14 millions de caprins, 0,9 million de camelins et 34 millions de volailles. L'objectif de consommation de viande par individu visé par le gouvernement est d'atteindre 21 kilogrammes par an contre 12 kilogrammes actuellement.

Le problème, qui se pose, est le suivant : comment améliorer et valoriser le potentiel génétique des ressources animales et maîtriser la situation sanitaire du cheptel. Pour cela, des solutions sont envisagées par la recherche agricole, selon Dr Kouriba, ce qui lui fait dire : « *Nous voulons lutter contre les grandes maladies, comme la peste, qui déciment, chaque année, les animaux, en particulier les volatiles. Ensuite, il nous faut aussi améliorer le système d'élevage, car l'homme n'apporte rien à l'animal. Il faudra donc inverser cette tendance, en nourrissant l'animal avec un complément alimentaire à certaines périodes critiques, en organisant la filière pour que les éleveurs puissent vendre leur bétail à bon prix, afin de pouvoir investir dans l'entretien de leurs animaux.* »

Par ailleurs, en Afrique 1 enfant sur 6 a faim et sur 1 milliard de personnes frappées par la famine dans le monde, 265 millions sont des Africains. C'est donc, pour Dr Kouriba, une priorité que de relever les défis qui s'imposent au secteur agricole, afin que l'agriculture puisse nourrir son homme. Somme toute, dire que « *l'agriculture et l'élevage sont les moteurs de développement de notre pays n'est pas une réalité dans la pratique. Au Mali, dans la redistribution des ressources pour gérer les activités, la part de l'agriculture ne dépasse pas les 10 %* », conclue-t-il.

DIÉNÉBA DÈME

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

La noix de cajou : un espoir pour la lutte contre le diabète

C'est peut être un pas en avant dans la recherche sur le diabète. Une étude scientifique vient de révéler les vertus de l'extrait de noix de cajou dans la lutte contre le diabète

L'étude conjointement menée par des chercheurs de l'Université de Montréal(Canada) et de l'Université de Yaoundé (Cameroun) vient en effet confirmer la perception et l'usage des produits de l'anacardier dans le diabète. Les chercheurs ont tout simplement cherché à examiner l'impact des feuilles, de l'écorce, des noix et des pommes d'anacardiers sur les cellules qui répondent à l'insuline. Bien évidemment les observations ont été concluantes : les extraits de noix de cajou pourraient améliorer la réponse de l'organisme à sa propre insuline. Le diabète est une maladie caractérisée par un taux de sucre sanguin élevé en raison de l'inaptitude de l'organisme à répondre à l'insuline ou à en produire suffisamment. « De tous les extraits testés, seul l'extrait de noix de cajou a stimulé de manière significative l'absorption du sucre sanguin par les cellules musculaires » a certifié, Pierre Haddad, Professeur de pharmacologie à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, en même temps Directeur de l'étude. L'étude en vient d'ailleurs à conclure que plusieurs éléments de l'extrait de noix de cajou pourraient servir à des traitements oraux contre le diabète. Cette maladie touche près de 220 millions de personnes dans le monde et peut provoquer des maladies cardiaques ou rénales. La Fédération internationale du diabète situe à près de 15 millions le nombre de personnes souffrant de cette maladie en Afrique. L'Afrique subsaharienne en compte plus de la moitié, et si rien n'est fait, ce chiffre pourrait doubler dans les prochaines années.

Godefroy Macaire CHABI

Le médicament traditionnel, un recours à moindre coût pour les Maliens

Au Mali, 7 médicaments traditionnels améliorés sont mis sur le marché. Ils ont fait l'objet d'essais cliniques, afin d'être autorisés à la vente en pharmacie. Plusieurs autres médicaments traditionnels existent. Ils traitent diverses maladies, comme le paludisme, l'hépatite et la toux. Aujourd'hui, environ 80 % de la population malienne se soigne par la médecine traditionnelle. Ce recours coûte moins cher et est facilement accessible. Dans le cadre du projet SjCOOP (journalisme scientifique en coopération), nous avons approché l'institution en charge de la pharmacopée traditionnelle du Mali, il s'agit, de l'INRSP (institut national de Recherche en Santé publique).

Pour cela, à l'INRSP qui abrite le DMT (département Médecine traditionnel), les chercheurs s'appuient sur l'amélioration des qualités des médicaments traditionnels efficaces et à l'innocuité assurée. De ce fait, plusieurs médicaments, présents dans les pharmacies, soignent les maladies les plus répandues comme le paludisme, l'ulcère et la diarrhée.

« *Pour un problème de coût de production, nous évitons de produire des comprimés ou gélule**s**, par exemple. Nous avons les médicaments généralement sous forme de poudre ou de sirop. Les médicaments traditionnels améliorés sont moins chers. Le Mali étant un pays pauvre, cela est une bonne stratégie de lutte contre la pauvreté* », nous éclaire Dr Chaka Diakité, directeur adjoint du DMT du Mali.

Finalement, les 7 médicaments ont reçu l'autorisation de mise sur le marché. Il s'agit du Gastrosedal, présenté sous forme de poudre, qui soigne les maladies gastriques, comme l'ulcère ; de l'Hépatisane qui soigne le paludisme ; du sirop Balembo pour enfant et adulte qui soigne la toux ; du Laxa-Cassia, sous forme de poudre, qui soigne la constipation ; du Dysenteral, sous forme de poudre, qui soigne la diarrhée ; du Malarial, sous forme de poudre, qui soigne le paludisme ; du Psorospermine, sous forme de pommade, qui soulage les eczemas et les boutons sur la peau. Dans la plupart des pharmacies, quelques-uns de ces médicaments sont présents. Quant au Samanèrè, qui soigne le paludisme et se présente sous forme d'écorces, voici ce qu'en dit Dr Diakité, « le ***S**amanèrè n'est pas encore un médicament traditionnel amélioré, car il n'a pas reçu l'autorisation de mise en vente. Toutefois, son efficacité est prouvée. De ce point de vue-là, l'INRSP ne peut pas le vendre pour le moment.* »

La plupart de ces médicaments sont connus par les populations, en l'occurrence ceux traitant le paludisme.

Le DMT qui collabore**,** depuis 1981**,** avec l' OMS (organisation mondiale de la Santé) en matière de médecine traditionnelle, est chargé des activités de recherche médicale et pharmaceutique traditionnelle, de l'élaboration des formulaires thérapeutiques traditionnels, de la production des médicaments traditionnels améliorés et de la promotion de la médecine traditionnelle au Mali.

La santé est la première garantie d'une vie paisible. Se soigner à moindre coût est le rêve de tout individu, surtout quand il est « pauvre ».

Dans un pays pauvre, comme le Mali, le coût des traitements doit être le plus abordable possible. Les médicaments traditionnels améliorés sont là pour jouer ce rôle. Toutefois, le pari n'est pas encore gagné, car beaucoup reste à faire au niveau de la transformation, de l'approbation et de la mise en vente des médicaments.

Diénéba Dème

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

Dr Euloge Ogouwalé, au sujet des secousses sismiques du vendredi 11 septembre 2009 : « Ce qui est arrivé est une alerte »

Pour mieux comprendre le phénomène sismique du vendredi dernier, nous avons rencontré le Dr Euloge Ogouwalé, enseignant au Département de Géographie et d'Aménagement du territoire à l'université d'Abomey-Calavi. Après qu'il a fourni des explications sur les secousses sismiques, il demande à la nation béninoise de se mobiliser.

Le vendredi 11 septembre dernier, après 4 heures du matin, un tremblement de terre a été ressenti dans le sud de notre pays, le Bénin. Pouvez-vous nous dire ce qui s'est réellement passé ?

Le Dr Euloge Ogouwalé : C'est n'est pas un tremblement de terre. Sur le plan technique, ce n'est pas bon de l'appeler tremblement de terre parce que le phénomène en question n'a pas causé de dégâts humains et infrastructurels. C'est des secousses sismiques tout simplement. Scientifiquement, c'est des mouvements qui ont lieu tous les jours ou qui sont du reste permanents. Là où nous sommes actuellement, il y a des secousses qui se manifestent à l'intérieur de la croûte terrestre. C'est parce que nous ne ressentons pas ces mouvements que nous ne nous inquiétons pas. La terre en réalité est un corps spongieux, donc fragile. C'est la surface de la terre qui est dure. La terre est en permanence dans une situation d'équilibre et de déséquilibre. Et quand on est en situation de déséquilibre, le système terre ou terrestre cherche à toujours rétablir l'équilibre. C'est ce processus de rétablissement d'équilibre qui est la base du phénomène sismique, qui je le précise est permanent avec des amplitudes ou magnitudes variées. Vous savez que les deux séries de plateaux du Bénin méridional sont séparées par une zone de subsidence qu'on appelle dépression d'Issaba dans l'Ouémé en pays Holli, Lama dans le Zou et Tchi dans le Mono. C'est un encaissement qui part du Cameroun qui traverse le Nigeria et va jusqu'au Ghana. C'est le résultat des secousses sismiques ou carrément des tremblements de terre des millénaires passés. C'est sûr que le phénomène ne s'est pas bien achevé. Avec tout ce que nous faisons à la surface, (ce n'est qu'une hypothèse) associer aux forces internes, ont engendré certainement ce que nous avons vécu le 11 septembre dernier. Ce sont encore des hypothèses à vérifier.

D'autres pays outre le Bénin ont-ils ressenti le phénomène ?

Les homologues du Togo ont été contactés pour savoir s'ils ont ressenti le même phénomène. Réponse négative. On peut déjà exclure que c'est un phénomène qui a une ampleur régionale. Si c'était un phénomène régional, tous les pays de la sous région devraient le ressentir, peut être avec des amplitudes différentes. Ce qui n'a pas été le cas selon les sources d'informations.

Le phénomène est-il interne ?

Nous avons un certain nombre de failles qui marquent la géomorphologie structurale du Bénin. Il y a de grandes failles qui traversent tout le pays au nord et au sud. Ces failles tiennent en alerte celles qui contrôlent le lac Nokoué et le lac Ahémé. Après une bonne collecte des informations livresques auprès des personnes des villes jouxtant Abomey-Calavi telles que Porto-Novo, Allada, on se rend compte que le phénomène a été ressenti relativement de la même façon par certains habitants des villes citées supra. Par contre, selon les informations glanées, les populations situées au sud de Calavi n'ont pas eu le même problème que nous qui somme à Calavi. Ceux qui sont à Fidjrossè ne l'ont pas ressenti avec la même ampleur. On pourrait croire que c'est un phénomène dû à un mouvement au niveau des petites failles qu'on a dans les périmètres des lacs Nokoué et Ahémé. Du reste, vraisemblablement, en entendant des investigations poussées et plus affinées, c'est dans cet espace du Bénin mé-

[redacted]uver les causes de ce phénomène que

ces secousses sismiques soient

liées à l'extraction du pétrole au Nigeria. Qu'en dites-vous ?

Contrairement à ce que disent les gens, ce n'est pas parce qu'on est en train d'extraire le pétrole au Nigeria qu'il a eu ce phénomène. Ce n'est pas forcément cela.

Sauf erreur de ma part, le Japon est permanemment sous le coup de ce phénomène qu'on appelle tremblement de terre. Et pourtant ce pays n'exploite pas le pétrole. Je ne dis pas qu'on doit ignorer cet élément. Comme je l'ai dis tantôt, la terre est un corps spongieux. Quand on extrait un certain nombre d'éléments qui participe de l'équilibre de la terre, il peut avoir d'un jour à l'autre des déséquilibres du fait de l'extraction. Mais, ce n'est pas forcément l'extraction du pétrole qui est à la base de ce phénomène. Il faut écarter cette hypothèse et rechercher d'autres hypothèses. En effet, en 1200 après Jésus Christ, toutes les villes du proche Orient avaient disparues à la suite d'un enchaînement de tremblement de terre. En 1500, un terrible tremblement de terre avait occasionné des dizaines de milliers de morts en Chine et pourtant la Chine n'exploitait pas du pétrole. On peut démultiplier ces exemples en citant, entre autres, le tremblement d'Ispaon en Iran (1973 !!!) qui a fait des milliers de morts et d'importants dégâts matériels. Le Ghana à côté connaît des secousses du genre depuis plus d'une dizaine d'années avec de fréquence de trois ans en moyenne. Autant d'arguments, du reste par rapport aux connaissances actuelles, qui m'amènent à ne pas émettre l'hypothèse que c'est l'extraction du pétrole au Nigeria qui serait à la base des mouvements ou secousses sismiques enregistrés au Bénin le 11 septembre 2009.

Il faut préciser que nous allons spéculer encore pendant un bon moment sur le phénomène pour la simple raison que notre pays ne dispose pas de poste d'enregistrement des phénomènes sismiques pouvant nous situer sur la magnitude dudit phénomène. Autrement dit, on ne peut pas dire, par exemple, quelle est la magnétique ou l'intensité de ce mouvement qui s'est opéré la nuit du 11 septembre autour de 4 heures du matin. Ce qui est grave.

Partant de ce qui s'est passé, est ce qu'on ne peut pas s'attendre à un tremblement de terre ?

En réalité, il n'y a pas de crainte par rapport à cette affaire là. Les mouvements sismiques sont quasiment permanents. Le souhait est que nous n'accompagnons pas les moteurs naturels de ce phénomène en raison des diverses activités anthropiques d'aujourd'hui et de demain. On ne saurait dire si ces secousses sismiques vont devenir répétitives au point d'avoir une ampleur qui occasionne des dégâts infrastructurels et humains. Si je me refaire à l'histoire, à ce que la science nous renseigne, le craton ouest africain est un espace qui a été stabilisé depuis le tertiaire, il y a des milliards d'années contrairement à la partie Est de l'Afrique et aux régions du Pacifique (Japon, Californie, etc.). Concernant la région ouest africaine, il serait trop prétentieux de croire que d'ici à là, que les mouvements sismiques vont devenir plus violents et plus fréquents. Sauf erreur de ma part, les tremblements de terre ne sont pas pour demain dans notre pays, le Bénin. Mais, je précise qu'il faut commencer par prendre des initiatives pour se préserver, le phénomène étant naturel et la probabilité du risque n'étant pas nulle.

Qu'est ce que nous devons faire dès maintenant ?

Il y a deux choses à faire par le Bénin ou par le béninois. Contrairement aux spéculations qui disent que Dieu n'est plus avec le Bénin, ou c'est parce que la jeunesse ne respecte plus les normes de la société, je dis que c'est la meilleure façon de se tromper et de ne pas chercher à progresser. Ici, on explique tout par les divinités ou la divination, la prédestination et l'émotion. Et, c'est ce qui explique, entre autres, à mon avis, le sous développement de l'Afrique.

Je disais tantôt qu'il y a deux choses à faire. La première, c'est de mettre en place une structure opérationnelle qui puisse nous renseigner sur ce phénomène. Qu'on dispose, par exemple, d'une cellule d'enregistrement des phénomènes sismiques dans notre pays ou dans la sous-région. On peut mettre sur pied une structure qu'on va appeler, agence, institut ou autre. Le nom importe peu. C'est la mission de la structure et ses objectifs qui importent. La deuxième chose, il faut considérer que nous ne sommes pas à l'abri des tremblements de terre ou des secousses sismiques qui peuvent devenir plus violentes et plus fréquentes. On ne le souhaite pas. Dans tous les cas, il vaut mieux prévenir dit-on. Ce qu'il faut faire dès maintenant, c'est de voire avec nos urbanistes, architectes, les spécialistes de la géologie, les géographes, les normes anti sismiques qu'il faut commencer par prendre en compte lors de la construction de nos maisons et de nos différentes infrastructures publiques (ponts, échangeurs, etc.) ou sociocommunautaires (écoles, hôpitaux, maternités, etc.). Je demande à toute la nation de se mobiliser. Ce qui est arrivé est une alerte. Il pourrait avoir des situations difficiles qui attendent les générations futures et pourquoi pas nous-mêmes. Ce n'est pas du pessimisme, c'est plutôt du réalisme. Les efforts à développer sont à faire dès maintenant. Par exemple, on peut accepter, pour préserver notre vie et celle des générations futures, une augmentation de 0,5% de la TVA pour dégager les ressources nécessaires devant être utilisées judicieusement pour mettre en œuvre si elles sont jugées judicieuses, les deux mesures proposées supra.

Interview réalisée par Patrice SOGLO

Séisme

Tremblement de terre. Le séisme est une vibration, résultat de la propagation d'ondes émanant de réajustement plus ou moins violents à l'intérieur de l'écorce terrestre. Les mouvements sismiques sont absolument permanents, mais on ne parle de séisme que lorsqu'ils sont assez puissants pour être perçus par les populations et entrainer des dégâts.

Source : Les mots de la géographie.

Projet Action Biomali :

pari gagné dans le dépistage des infections

Le Projet BioMali du Centre Charles Merieux à Bamako passe pour un véritable instrument de soutien au développement du pays et de la sous-région Ouest africaine. Iil est mis en place pour renforcer le dépistage et le suivi biologique des patients atteints du sida, de la tuberculose et du paludisme. Telle est la révélation faite, ce lundi 13 septembre, par le directeur général, Dr Boubacar Sidiki Cissé, lors de la première rencontre régionale francophone, organisée par le Projet Sjcoop (journalisme scientifique en coopération) de la fédération mondiale des Journalistes scientifiques, qui se tient, du 13 au 17 septembre 2010, à Bamako.

Mis en réseau de 71 laboratoires, le Projet Action Biomali a atteint des résultats, tels que l'équipement, la mise en place d'un système d'assurance qualité de formation, un système informatique, de recueils des données épidémiologiques, l'application de bonnes pratiques de laboratoire, les procédures de diagnostics harmonisés, la réalisation de campagnes de sensibilisation des populations et la création d'une unité nationale d'évaluation externe de la qualité.

Pour gagner le pari, le Projet, ainsi doté, met l'accent sur la formation continue des professionnels de santé, notamment les techniciens de laboratoire, les biologistes, les prescripteurs, qui doivent être mieux formés pour de meilleurs diagnostics de qualité, a fait savoir Dr Cissé qui a noté, par ailleurs, qu'au moins 1 représentant de chacun de ces laboratoires est également outillé à l'assurance qualité et aux bonnes pratiques de laboratoire.

« *Soixante-onze laboratoires envoient trimestriellement les données complètes demandées dans le cadre de la surveillance de leur activité biologique, dont 20 communiquent en réseau internet et intranet pour une meilleure surveillance des maladies infectieuses* », a-t-il révélé. Fort du sérieux mis dans le travail réalisé dans le cadre de ce Projet, les groupes cibles sont mieux informés des avantages du diagnostic, du suivi biologique et de l'accès à la prise en charge, grâce à la coordination des activités menées au sein du Programme national du ministère de la Santé.

Il a bénéficié d'un financement de l'ordre de 4 millions d'euros, soit 2 624 millions francs CFA, dont 90 % de l'Union Européenne et 10 % de la Fondation Charles Mérieux pour 4 ans.

Constance Tekitila

Article réalisé dans le cadre du projet SjCOOP II/WFJS

LANCEMENT officiel du site web :
www.la12.biz
LE VENDREDI 26 NOVEMBRE 2010
Au 12e arrondissement, nous savons prendre soin de nos administrés, plus qu'une tâche c'est notre mission.